

CONCOURS ECRISTART 2009
Analyse et Synthèse de documents SUJET

Durée 3 heures

LES DOCUMENTS

Document A : Définition de l'éthique	<i>Encyclopédie Wikiberal</i>
Document B : Ethique et économie	<i>www.sens-public.org - janvier 2008</i>
Document C : Ethique d'entreprise : mystification ou outil efficace de management ?	<i>expert-mag.lentreprise.com – Février 2008</i>
Document D : La crise financière : défaut de contrôle ou dépérissement de l'éthique ?	<i>www.consulendo.com</i>
Document E : La supercherie de l'éthique financière	<i>L'Humanité - Décembre 2003</i>

VOLET « EXPLOITATION DOCUMENTAIRE »

Question 1 : En quoi l'éthique s'oppose-t-elle a priori à l'intérêt économique ?

Question 2 : Mettez en évidence le lien qui peut être établi entre absence d'éthique et crise financière des subprimes ?

Question 3 : Quelles sont les difficultés et effets pervers relatifs à l'instauration d'éthique dans le domaine économique ?

VOLET « SYNTHÈSE DE DOCUMENTS »

RAPPEL : A partir des seuls documents ci-joints, rédiger une note de synthèse de 2 pages maximum ; mettre en évidence les idées essentielles du dossier, sans aucun commentaire personnel, dans le cadre d'un plan aux structures apparentes, comportant chacune un titre et, traduisant une démarche réfléchie sur l'ensemble des éléments contenus dans le dossier.

DOCUMENT A

Définition de l'éthique

L'éthique est classiquement considérée comme l'une des trois branches de la philosophie, à côté de la physique et de la logique (par exemple, chez les Stoïciens, chez Kant).

L'éthique permet de déterminer ce qui est "bon" et ce qui est "mauvais", ce qu'il est légitime de faire, et ce qui est illégitime. L'usage moderne de ce mot tend à le rendre équivalent à la « morale » ("morale" et "éthique" sont des mots d'origine respectivement latine et grecque qui ont tous deux le sens de "mœurs" : les philosophes emploient souvent les deux termes en leur donnant des sens différents, variables d'un philosophe à l'autre).

Wikiberal

DOCUMENT B

Ethique et économie

La loi de la jungle serait-elle devenue l'indépassable horizon de notre époque ? On pourrait malheureusement le croire à la lecture de certaines affirmations. Ainsi, en 1984, année où il fut couronné par le prix Nobel d'économie, Gérard Debreu déclara dans le *Figaro Magazine* que la supériorité du libéralisme est mathématiquement démontrée... sans doute comme l'était - assuraient d'autres brillants esprits quelques décennies plus tôt - celle du socialisme « scientifique »... Plus près de nous, en 2003, alors qu'il était encore ministre de l'Économie et des Finances, Francis Mer asséna lors d'une émission de télévision que les revenus d'une personne sont proportionnels à son utilité sociale. Prise au sérieux, une telle affirmation signifie qu'un PDG évincé avec une enveloppe de 38,8 millions d'euros est incomparablement plus utile à la collectivité qu'une aide-soignante, qu'un professeur ou qu'un magistrat. En fait, à deux décennies de distance, le discours de l'économiste et celui de l'ex grand patron s'emboîtent à merveille pour nous convaincre que la loi du marché combine à la perfection efficacité économique et justice sociale.

Malheureusement, les faits sont têtus et, après un quart de siècle de néolibéralisme, la situation sociale et environnementale de la planète n'est guère encourageante. Telle une image fractale où le même dessin se retrouve à toutes les échelles, où la partie représente le tout, l'aggravation des inégalités s'observe à la fois entre membres d'une même profession, entre professions, entre groupes sociaux et entre pays. Ainsi, pour nous limiter à une seule série de chiffres, on rappellera que l'écart de revenu entre le cinquième des êtres humains vivant dans les pays les plus riches et le cinquième résidant dans les pays les plus pauvres est passé de 30 à 1 en 1960 à 60 à 1 en 1990 pour atteindre - et tout porte à croire que cela n'est pas fini - 74 à 1 en 1997. [...]

D'où ce diagnostic sans appel de Joseph Stiglitz (prix Nobel d'économie en 2002 et ancien économiste en chef de la Banque mondiale) : « Aujourd'hui, la mondialisation ça ne marche pas. ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale. » Une telle situation est d'autant plus inacceptable que nous n'avons jamais été collectivement aussi riches et donc n'avons jamais disposé d'autant de marges de manœuvre. Ainsi, au cours du dernier demi-siècle, le PIB mondial est passé de 5 336 à 33 725 milliards de dollars, soit une évolution de 2 113 à 5 708 dollars par tête.

Mais, dans le même temps que nos moyens économiques et techniques s'accroissent, tout conspire à nous persuader que nous sommes prisonniers d'un ordre économique intangible où toute soumission à des principes éthiques est inenvisageable car pénalisant pour la performance d'ensemble.

Éthique économique et développement durable - 22 janvier 2008

Ethique d'entreprise : mystification ou outil efficace de management ?

L'éthique en général et l'éthique d'entreprise en particulier se trouvent désormais au centre des discours mais aussi des réflexions et de plus en plus au cœur de l'action dans le monde de l'entreprise. Certaines entreprises utilisent la notion d'éthique avant tout dans une stratégie de communication avec des arrières pensées marketing et une absence de sincérité en totale contradiction avec le message qu'elles veulent faire passer. Faut-il pour autant dénigrer la notion d'éthique d'entreprise au risque de se priver d'un outil utile de management et de développement ? [...]

Etre une entreprise éthique pour la communication et non pour l'exemple

Certaines des entreprises – mais heureusement pas toutes - qui ont concouru pour ce Trophée ont bien compris l'intérêt qu'elle pouvait retirer à se faire estampiller "entreprise éthique" pour leurs actions de communication et de marketing, non pour servir d'exemple ou pour montrer une voie de management responsable et innovant mais très prosaïquement et principalement pour développer leur notoriété et partant, leurs affaires et parfois essentiellement pour se construire ou reconstruire une image inexistante ou détériorée en confondant "business ethics" et éthique business. Ce qui était compatible avec l'idée initiale de reconnaissance des meilleurs avec le bénéfice de la présomption de bonne foi, a pu être perverti. [...] Faut-il pour autant s'appuyer sur quelques exemples négatifs pour faire une règle simpliste ? Sûrement pas ! D'autant que rejeter le concept d'éthique d'entreprise serait se priver d'un excellent outil de management, de développement et de communication.

L'éthique d'entreprise d'abord un choix individuel de son dirigeant

L'éthique d'entreprise s'inscrit dans la liberté personnelle d'agir et dans les choix d'abord individuels du principal dirigeant se fondant sur des valeurs qui se veulent collectives et si possible universelles avec celle, primordiale, d'une volonté d'être au service de l'Homme, du "bien commun" et de la Société dans son ensemble, au delà des intérêts de l'entreprise et, bien sûr, des siens ou d'une seule des parties prenantes. Partant, une personne morale ne peut donc en tant que telle exercer ce type de choix qui appartient exclusivement à des personnes physiques et en particulier aux chefs d'entreprise et à eux seuls. Ces chefs d'entreprise doivent porter et exprimer clairement les valeurs qui se concrétiseront dans les engagements pris, lesquels se vérifieront, à terme, dans les faits et comportements. [...]

Ethique et profit ne sont pas contradictoires

Y-a-t'il une contradiction entre cette démarche et la finalité fondamentale de l'entreprise de faire des profits ? Il va de soi que non. Tout comme il ne sert à rien d'être en bonne santé si l'on est mort, une entreprise non profitable et donc sans capacité de développement, est vite hors jeu et ne sera pas éthique bien longtemps. On pourrait même aller jusqu'à dire que plus une entreprise est profitable plus elle a le potentiel pour être éthique. En tout état de cause, la démarche éthique dans laquelle une entreprise est engagée par la volonté et le volontarisme de son dirigeant est porteuse de valeurs y compris économiques. [...] Peu de chefs d'entreprises, grandes, moyennes ou petites ont déjà compris que faire le 'grand écart' apparent entre démarche éthique et profits indispensables, entre morale sans moralisme et développement nécessaire, n'était ni douloureux ni dangereux mais au contraire un exercice bénéfique de réflexion et un challenge permettant d'ajouter au bon sens entrepreneurial une volonté de "donner du sens" à son engagement d'entrepreneur et/ou de dirigeant. Le retour sur investissement va bien au-delà du simple et pur avantage économique même s'il est et doit être aussi économique.

Philippe Caner - Widan - <http://expert-mag.lentreprise.com/> - 03/02/2008

**La crise financière : défaut de contrôle
ou "dépérissement" de l'éthique ?**

Beaucoup a déjà été écrit sur les causes de la crise financière. Certains observateurs commencent à comprendre que celle-ci conduit à une crise économique qui, elle-même risque de creuser la crise financière, engendrant un processus cumulatif dangereux non seulement pour l'équilibre du système bancaire et financier mais aussi pour l'équilibre économique et social. [...]

Deux phénomènes expliquent qu'on en soit arrivé à cette situation de rupture, la crise des subprimes n'ayant joué que le rôle de détonateur :

- la croyance, au-delà des cercles ultra libéraux, dans l'autorégulation de l'économie de marché considérée comme une panacée, phénomène culturel pouvant confiner à de l'idéologie pure et simple, voire de l'intégrisme. On aurait pu croire, avec la fin du communisme, à la « mort des idéologies » : hélas, une autre idéologie a prospéré, suscitant par ses excès, comme toute idéologie, sa cohorte de privations et de souffrances.
- la boulimie pour le profit rapide, donc déconnecté de l'économie réelle, incitant un nombre élevé de financiers mal contrôlés à des prises de risque inconsidérées, se traduisant par des effets de levier aberrants, ou conduisant par titrisation, à un véritable transfert de « mistigri » au marché anonyme.

Quelques-uns ont gagné beaucoup à ces jeux dangereux, souvent grâce à des formules d'intéressement débridées, mais nombreuses en sont et seront les victimes innocentes.

Indépendamment de la défaillance des contrôles, il paraît beaucoup plus important de s'interroger sur cette crise d'éthique individuelle et collective. Paradoxalement, jamais il n'y a eu dans les universités et les *business schools*, autant de chaires d'éthique. Mais n'est-ce pas le signe que beaucoup commençaient à s'inquiéter d'une économie en panne de valeur ? De même n'a-t-on jamais autant parlé dans les milieux financiers ces dernières années de création de valeur, alors qu'on assiste depuis un an à une destruction massive de valeur, sans précédent depuis 1929.

Crise financière, crise économique, crise de valeur, ne s'agit-il pas fondamentalement d'un seul et même sujet ?

Dominique Nouvellet, Président Directeur Général de SIPAREX
www.consulendo.com

La supercherie de l'éthique financière

Pour Frédéric Lordon, la recherche de croissance et de puissance du capital ne saurait trouver une quelconque régulation morale. [...]

Le marasme dans lequel se débat l'économie mondiale et le licenciement de centaines de milliers de salariés ces toutes dernières années sont essentiellement dûs à l'effondrement de la bulle de la " nouvelle économie ". Pour nombre d'intervenants de la sphère financière, le désastre serait le résultat du comportement de quelques patrons véreux ou mégalomanes. Le remède serait double : injecter de l'éthique dans les rouages de la finance en appelant les dirigeants à la vertu, ériger la transparence en impératif catégorique du capitalisme libéral. Dans cette optique, l'information exhaustive apportée en temps réel sur les comptes des entreprises permettrait aux actionnaires des grands groupes de corriger les éventuels errements des entrepreneurs, autrement dit, de réguler le système. Frédéric Lordon, qui est sociologue, n'écarte pas l'idée que la psychologie des entrepreneurs ou des financiers a des effets analysables, mais il entend centrer son propos sur " le travail de détermination d'un système général de contraintes " bien plus que sur " le magnifique libre arbitre des sujets moraux ". Or, précisément, souligne l'auteur, aujourd'hui " la persévérance dans l'être du capital est tout entière déterminée par le cours boursier de l'entreprise, par l'avènement d'un capitalisme patrimonial ", rendu possible grâce à la déréglementation financière opérée par les puissances publiques dans les années quatre-vingt et l'afflux massif de capitaux sur les places boursières.

Totalement déconnecté de l'économie réelle et libre de ses mouvements, ce pouvoir financier est semblable à un " empereur [...] fou à lier ", dont le comportement, en dépit de l'image de haute rationalité qu'il cultive, le maintient dans le monde " versatile " et gouverné en dernière analyse par " l'affolement mimétique " de l'opinion et de la croyance. Si cette tendance s'avère particulièrement problématique " quand il s'agit de faire des paris industriels et techniques sur des horizons temporels tant soit peu éloignés ", elle montre surtout, souligne l'auteur [...], que le " conatus " - l'effort - du capital financier, s'exprime dans la recherche spontanée de croissance externe et de puissance. Dès lors que ses structures sont de véritables " pousse-au-crime ", il ne faut pas compter sur la finance pour se " moraliser ".

L'idée qui sous-tend cet essai est claire : ce que le politique a défait, le politique peut le refaire. Mais, déplore l'auteur, la financiarisation de l'économie est " devenue l'inquestionné radical des sociétés capitalistes contemporaines, une évidence [...] si profondément intégrée qu'il ne vient à l'idée de personne de penser hors d'elle, et cela même en dépit des catastrophes récurrentes qu'elle engendre sans discontinuer. "

Théophile Hazebroucq - 10 décembre 2003 – L'Humanité